

İnfo-Türk

BÜLTEN BULLETIN

INFO-TÜRK AJANSI
AGENCE INFO-TÜRK
INFO-TÜRK AGENCY

EDITION ET DIFFUSION EN BELGIQUE: COODIFF
SQUARE CH.M. WISER, 13/2 - 1040 BRUXELLES
TEL: (32-2) 230 34 72 - DEPOT LEGAL: 2198
CCP: COODIFF s.c. 000-1164657-75 BRUXELLES

Reproduction de nos
articles autorisée
avec la mention de
la référence Info-Türk

PERIODIQUE MENSUEL
4^{ème} année - Novembre 1979
Français 37
Abonnement annuel
Benelux 200 FB
Etranger 250 FB



Avec ce numéro, le BULLETIN INFO-TÜRK entame sa 4^{ème} année de parution. A partir de novembre 1979, outre les 4 langues actuelles (turc, anglais, français et allemand), le BULLETIN paraîtra également en néerlandais. Le premier numéro en néerlandais sera envoyé à nos lecteurs des pays néerlandophones. Vous pouvez vous abonner à nos Bulletins en écrivant à l'adresse ci-dessus.

LA TURQUIE DE NOUVEAU SOUS LA COUPE DU POUVOIR DE DROITE

ANKARA (ITA) - Suite à la défaite politique du parti de centre gauche de Bülent Ecevit, le Parti de la Justice de Demirel a de nouveau repris le pouvoir politique. Avec le soutien de deux partis d'extrême droite, Demirel a formé un gouvernement minoritaire et révélé un programme qui prévoit de nouvelles mesures anti-démocratiques et promet "de ne laisser subsister aucun doute quant à l'orientation fondamentale de la politique étrangère turque". En d'autres termes, il prétend poursuivre comme par le passé une politique de dépendance vis-à-vis des systèmes militaires et économiques occidentaux.

Lors d'une session extraordinaire de l'Assemblée Nationale, le 25 novembre, 229 députés sur 446 ont voté en faveur du nouveau gouvernement. 208 ont voté contre. Les votes pro-gouvernementaux provenaient du Parti de la Justice de Demirel (187), du Parti d'Action Nationaliste de l'ex-colonel néo-fasciste Türkeş (17), du Parti de Salut National du fondamentaliste islamique Necmettin Erbakan (22), du Parti de l'Ordre (1) et du Parti Démocratique (1). Un membre du Parti

Républicain du Peuple d'Ecevit a également voté en faveur du programme. Ce n'est pas tout. Six autres députés de ce parti de centre gauche n'ont pas participé à la session et ont ainsi assuré indirectement une majorité confortable au nouveau programme.

Pour mémoire, les élections parlementaires partielles du 14 octobre 1979 avaient débouché sur la défaite du gouvernement d'Ecevit, vieux de 21 mois. Dans un mouvement presque irrésistible vers la droite, le Parti de la Justice, de Süleyman Demirel, avait gagné les 5 partielles pour l'Assemblée Nationale. Suite à sa défaite électorale, le Premier Ministre Ecevit avait été obligé de démissionner.

Après la nomination de Demirel comme premier ministre, le Parti de la Justice a continué à gagner du terrain au Parlement et juste avant le vote de confiance, 2 députés supplémentaires ont quitté le parti d'Ecevit pour rentrer dans le parti de Demirel.

Les transferts de députés sont devenus normale courante dans la vie parlementaire turque depuis quelques années. Grâce à la défection de 10 députés du Parti de la Justice, le parti d'Ecevit renversa le 5ème gouvernement Demirel en 1978. Cet été, quelques républicains du Peuple ont rejoint les rangs du parti de la Justice.

Les 10 députés du Parti de la Justice qui avaient permis de renverser le gouvernement de Demirel au début 1978 avaient reçu des ministères dans le gouvernement d'Ecevit. Cette fois-ci, seulement les deux des députés républicains du Peuple qui ont causé le renversement du gouvernement Ecevit ont reçu des ministères dans l'équipe gouvernementale de Demirel et le bruit court que d'autres défections ont été achetées avec de l'or et de l'argent!

Les résultats des élections partielles du 14 octobre dernier ont aussi permis au Parti de la Justice de reprendre le poste de président du Sénat. Avant les élections, les présidences du Sénat et de la Chambre appartenaient au Parti républicain du Peuple. L'équilibre des forces étant renversé, le Parti républicain du Peuple a été obligé d'abandonner la présidence au candidat du Parti de la Justice, Ihsan Sabri Çağlayangil, tandis qu'à la Chambre, c'est le républicain Cahit Karakaş qui occupe la présidence.

Gouvernement des milieux capitalistes

Le succès électoral des partis de droite a encouragé les milieux capitalistes à réclamer à nouveau une limitation de l'usage des droits démocratiques et une reconnaissance de nouveaux privilèges au secteur privé et au capital étranger.

La Confédération Turque des Employeurs (TISK) a demandé au gouvernement de créer de nouvelles cours de sécurité d'Etat, d'appliquer de manière stricte les articles 141 et 142 du Code Pénal turc qui interdisent la propagande concernant les perspectives socialistes scientifiques et l'organisation politique sur la base de classe, d'encourager le secteur privé et lui donner priorité, de prendre des mesures préventives contre les grèves, d'interdire aux fonctionnaires le droit de grève.

La TISK a également suggéré une réorganisation du quatrièmè plan quinquennal de telle façon que l'Etat donne de l'importance au secteur privé. Elle réclame l'abolition des monopoles d'Etat, la prévention de la raréfaction de matières premières, l'encouragement et le soutien de nouveaux investissements dans une atmosphère de confiance, l'entrée de la Turquie comme membre à part entière dans la CEE, permettant ainsi de rendre les relations Turquie-CEE plus fructueuses, au lieu de les geler pendant 5 ans comme cela a été prévu.

D'autres partis de droite ont immédiatement déclarés que si le Parti de la Justice incluait ces revendications dans le programme gouvernemental, ils soutiendraient un gouvernement minoritaire formé par Demirel. Les partis d'extrême droite ont émis d'autres réserves: Le Parti d'Action Nationaliste (néofasciste) a demandé des élections anticipées pour avril 1980. Quant au Parti de Salut National, de tendance islamique fondamentaliste, il ne veut pas que la Turquie devienne membre à part entière de la CEE et refuse aussi des élections anticipées.

Bien que Demirel ait déclaré clairement au cours de sa campagne électorale que son parti était en faveur d'élections anticipées et de l'entrée de la Turquie dans le Marché Commun, dans le but de s'assurer le soutien de ses anciens partisans, il n'a pas fait rentrer ces deux points controversés dans le programme gouvernemental.

Mais les observateurs politiques à Ankara estiment que Demirel fera tout pour trouver un prétexte à des élections anticipées générales. On sait que Demirel espère gagner des élections générales anticipées pour que son parti obtienne une confortable majorité au Parlement et qu'il puisse former un gouvernement sans être obligé de demander l'appui du Parti de Salut National islamique qui est contre l'entrée de la Turquie dans la CEE.

Néanmoins, même dans son programme gouvernemental actuel, Demirel a annoncé ses intentions à long terme: "Nous sommes déterminés à continuer et à renforcer nos relations avec les organisations économiques internationales et avec la CEE de la manière qui sera la plus conforme aux intérêts de la Turquie. Nous considérons qu'il est absolument nécessaire d'obtenir des investissements étrangers pour favoriser notre développement et qu'il faut éliminer les obstacles bureaucratiques qui empêchent les capitaux étrangers d'entrer dans notre pays"

En fait, Demirel présente le programme de transition de la grande bourgeoisie turque. Son gouvernement est chargé d'ouvrir la voie au plein contrôle économique, politique, idéologique et militaire par le grand capital international en Turquie, pays qui est très important du point de vue stratégique au Proche-Orient et dans la région des Balkans.

(C-M-DN-DG-ML-25/11)

LES CAPITALISTES TURCS EXIGENT L'ENTREE DE LA TURQUIE DANS LA CEE

ANKARA (ITA) - Les conséquences de l'embargo sur les exportations de fil de coton turc vers les pays de la CEE, et principalement vers le Grand-Bretagne ont de nouveau été mises en lumière avec l'avènement du nouveau gouvernement qui est en faveur de la pleine participation de la Turquie au Marché Commun.

Le directeur général des relations avec les pays méditerranéens de la Commission Européenne, Mr. Pierre Duchateau, a discuté de cette affaire lors de sa visite en Turquie le 21 novembre 1979 et il a essayé de savoir quelles sont les intentions du nouveau gouvernement concernant la pleine participation de la Turquie à la CEE.

Bien que Demirel ne puisse dévoiler entièrement ses objectifs, puisqu'il n'a pas la majorité absolue au Parlement, les capitalistes turcs ont déclaré ouvertement que la Turquie devait rejoindre rapidement la CEE.

Lors de la campagne pour les élections partielles, des membres du secteur privé turc ont publié une déclaration commune disant que "l'entrée de la Grèce dans le Marché Commun ait complètement modifié l'équilibre des forces. La Turquie devrait pouvoir rentrer dans le Marché Commun pour le 1er janvier 1981, sinon la Grèce exercera son droit de veto contre l'entrée de la Turquie. La CEE ne nous a pas donné d'assurances légales nous protégeant d'un veto grec contre la Turquie."

La déclaration de l'Union des chambres d'industriels de Turquie soulignait aussi qu'il ne fallait pas croire que l'industrie turque, relativement faible, mettrait en danger les industries plus puissantes des autres membres de la CEE, en cas d'entrée de la Turquie dans la Communauté. En outre, elle soutenait qu'il était erroné de dire que les valeurs culturelles et religieuses turques seraient mises en péril par l'entrée de la Turquie dans la CEE.

D'autre part, le Ministre des Affaires Etrangères a déclaré que la décision de stopper les importations de fil de coton en provenance de la Turquie était une violation des principes du protocole annexe et aurait un effet défavorable sur les relations entre la Turquie et la CEE.

Une bourgeoisie collaborationniste

Bien que différentes fractions "révolutionnaires" turques prétendent qu'il existe un courant fortement nationaliste dans la bourgeoisie turque et que celui-ci pourrait s'allier à la classe ouvrière et aux paysans contre le capital international, les dernières déclarations des grands industriels turcs vont à l'encontre de cette idée optimiste.

Lors de la réunion de "Business Organisation" qui a eu lieu à Istanbul le 8 novembre, en présence de représentants de 70 firmes du monde entier, le président de l'Union des Chambres d'Industriels de Turquie, Sakıp Sabancı a déclaré que la Turquie offre de nombreuses possibilités pour le capital étranger. Faisant le bilan de l'industrie turque il y a 30 à 40 ans et aujourd'hui, Sabancı a déclaré que la Turquie avait un potentiel élevé de produits agricoles et d'élevage et qu'elle était en train d'améliorer son industrie touristique.

S'adressant au nouveau gouvernement, Sabancı a déclaré que la garantie du taux de change doit être connue pour le capital étranger si la Turquie désirait que les capitaux étrangers développent la technologie et les débouchés économiques. Il a ajouté qu'une attitude hostile envers le capital étranger, spécialement de la part des politiciens, empêcherait les résultats souhaités de se concrétiser. (C-DN-DG-MI-20/11)

NOUVELLES CONCESSIONS ACCORDEES AUX ETATS UNIS

ANKARA (ITA) - "La Turquie respectera ses engagements. Elle n'encouragera pas l'aventurisme et agira de manière raisonnée. La Turquie continuera à développer ses liens avec les Etats Unis sur la base de l'intérêt mutuel, le respect et la loyauté face aux engagements pris," a déclaré Monsieur Demirel dans son programme gouvernemental.

Il serait insensé de s'attendre à un autre genre de déclaration de la part d'un gouvernement formé par un politicien pro-américain comme Demirel et soutenu par la bourgeoisie collaborationniste et les partis d'extrême-droite.

La revitalisation des relations turco-américaines avait déjà été entreprise sous le gouvernement Ecevit qui avait pris le pouvoir 2 ans auparavant en promettant de mettre fin à la présence militaire étrangère en Turquie.

Quatre installations-clé américaines, qui surveillaient l'Union Soviétique, ont été réouvertes il y a un an, suite à la fin d'un embargo US sur des livraisons d'armes à la Turquie.

Quelques jours avant les élections partielles, le gouvernement Ecevit avait prorogé de 3 mois le statut d'un an qui avait été accordé aux USA. Une déclaration gouvernementale expliquait alors que cette prolongation avait été accordée pour donner aux négociateurs plus de temps afin de parvenir à "des conclusions positives" concernant un nouvel accord de défense commun entre les USA et la Turquie.

Cet accord paraissait presque réalisé il y a un mois. Mais la Turquie a alors rajouté une série de matériel militaire lourd qu'elle désire obtenir au cours de ces 5 prochaines années pour moderniser son armée de 500.000 hommes. Les militaires turcs estiment à 2,5 milliards de dollars l'aide dont ils auront besoin au cours de ces 5 ans. Les négociateurs américains doutent que le Congrès US acceptera l'octroi d'une pareille somme.

Puisque l'importance des installations en Turquie a augmenté depuis que les Etats Unis ont perdu leurs antennes en Iran à cause de la révolution, les dirigeants militaires turcs ont essayé de tirer parti de la situation pour obtenir une "aide militaire" supplémentaire des Etats Unis.

Un dernier problème concernant les relations turco-américaines est l'installation de missiles Cruise et Pershing-2 dans les pays européens. Lorsque ce projet américain a été mis à l'ordre du jour, Ecevit avait déclaré que son pays était opposé à l'installation de ces missiles en Turquie.

Après le changement de gouvernement, il sera plus facile aux Etats Unis de convaincre les négociateurs turcs d'accepter leurs propositions. (C-N-20/11)

LA GAUCHE ORGANISE LA RESISTANCE CONTRE LA REPRESSION DE LA DROITE

ANKARA (ITA) - Suite A la formation d'un gouvernement de droite qui promet de réaliser tous les désirs de la grande bourgeoisie et du capital international, les forces de gauche en Turquie ont commencé à organiser une résistance démocratique sous diverses formes contre la répression de droite.

Rappelant les suggestions de la Confédération turque des Employeurs, la Confédération des Syndicats Progressistes de Turquie (DISK) a déclaré que les employeurs avaient prouvé leur nostalgie de l'Allemagne nazie des années 30 et qu'ils cherchaient à établir une dictature de classe.

La DISK a annoncé: "Notre réponse est très claire. Notre lutte sera plus déterminée et plus intransigeante. La bourgeoisie semble oublier la résistance des travailleurs les 15 et 16 juin 1970, la manifestation du 16 septembre 1977 contre les cours d'exception de l'Etat, la résistance du 20 mars 1978 et les rassemblements du 1er mai.

Même les 13 syndicats affiliés à la Confédération des Syndicats turcs (TÜRK-İŞ) a publié un communiqué commun déclarant que "les employeurs exigent du gouvernement qu'il abolisse tous les droits démocratiques que la classe ouvrière a obtenu au prix du sang et de la vie".

Bahice Boran, président du Parti Ouvrier de Turquie (TİP) a déclaré que le programme du nouveau gouvernement était basé sur des positions fascistes et racistes et tendait à établir en Turquie un régime répressif sous le couvert d'un parlement. Elle a appelé toutes les forces progressistes et démocratiques de Turquie à s'unir dans un front démocratique et à mener la lutte pour la démocratie sans aucune concession.

Le TİP a appelé toutes les forces anti-impérialistes de Turquie à organiser la résistance contre toute tentative d'installation de missiles Cruise et Pershing-2 en Turquie ou dans un autre pays de l'OTAN. (C-T-D-DG-4L-21/11)

NOUVELLES MESURES ANTI-DEMOCRATIQUES

ANKARA (ITA) - Le nouveau programme gouvernemental renferme de nombreuses mesures anti-démocratiques sous prétexte de combattre la violence politique. Demirel a déclaré que la loi martiale qui est appliquée depuis le début de 1979 dans 19 provinces de Turquie serait maintenue "jusqu'au moment où la paix et la tranquillité seront entièrement restaurées". En outre, "la loi des circonstances exceptionnelles" sera adoptée, les cours de Sécurité de l'EIAP deviendront légales et le Code Pénal sera amendé pour aggraver les peines en cas de délit politique.

Même avant le vote de ces différentes mesures, le Commandant de la Loi martiale à Ankara a fait arrêter le président Gültekin Gazioglu et 25 membres du comité d'administration de l'Association des Enseignants (TÖB-ÖER) pour avoir violé les articles 141 et 142 du Code Pénal.

L'Association de la Jeunesse Progressiste (İGD) et l'Association des Jeunes Avant-Gardes (GENÇ ÖNCÜ) ont été interdites par les autorités de la Loi martiale pour "avoir mené des actions dépassant leurs objectifs écrits".

La Cour de la Constitution a commencé à étudier le dossier qui demande l'interdiction du Parti des Travailleurs de Turquie (TİP). L'éditeur en chef du quotidien Politika, Aydın Engin et l'éditeur du mensuel Ürdün, Salçuk Üzun ont également été arrêtés pour "avoir violé l'article 142 du Code Pénal". (DG-22/11)

LA VIOLENCE POLITIQUE CONTINUE SON ESCALADE

ANKARA (ITA) - Le bilan des 22 mois de gouvernement d'Ecevit se solde par 2213 victimes de la violence politique. Jusqu'au 12 novembre 1979, il y a eu 130 meurtres politiques supplémentaires commis en 25 jours. Le 28 octobre, 5 hommes armés ont massacré 6 personnes lors d'un raid contre un café. -/.

Ci-dessous la liste chronologique des victimes de la violence politique dans un mois en Turquie:

- 18 OCT: L'ouvrier Kemal Gündoğdu et le chauffeur Mehmet Gümiş (Mersin), l'étudiant Fasih Eki (Denizli), l'employé Aziz Demir (Diyarbakır), l'avocat Ömer Yılmaz (Kayseri), l'étudiant M.Adil Olcay et Hason Şahin (Ankara)
- 19 OCT: L'étudiante Necla Yalçın (Ankara)
- 20 OCT: Recai Elaldı (Eskişehir), İbrahim Yaralı, de droite (Trabzon), le Président local du MHP Yılmaz Taşkın (İzmit), le porteur İsmail Polat (Gaziantep), deux personnes nommées Yaşar et Garip, et un inconnu (İstanbul)
- 21 OCT: Le chauffeur Mehmet Alan (Diyarbakır), A. Rıza Bilir, de droite (Vakıfköbir), Vedat Kaçmaz, de gauche, et deux inconnus (İstanbul)
- 22 OCT: Mustafa Kalaç, de droite (İstanbul), Hüseyin Acar (Diyarbakır)
- 23 OCT: L'ouvrier Cuma Karabulut (Samandag), l'électricien Muharrem Minoş (Samsum), Cuma Polat (Siverek)
- 24 OCT: Erdal Çor (Antalya), l'étudiant Hamdi Dikici (Aydın), le peintre Kamil Sunar Kamil Sunar (İzmir), l'enseignant Arif Karıncıoğlu (Urfa), l'ancien de village Adil Çiçek (Konya)
- 25 OCT: Le journaliste Tamer Özdemir (İstanbul), Saif Çelik (Kayseri), Gazi Şakir, de gauche (Ankara), Şerafettin Karca, de droite, Sedat Fırat, de gauche (Eskişehir)
- 27 OCT: Napuli Bengi (Malatya), Ömer Özkan, de droite (Adana), les étudiants Nihat Bozkurt et Coşkun Bostancı (Amasya)
- 28 OCT: Bayram Cansu (Ankara), le membre du CHP Saim Ünlü (Osmaniye), Nafiz Özcan, Adem Dosavali, Ramazan Çabuk, Ahmet Sakarbaş, Salahattin Uçar, Salih Yılmaz (İstanbul)
- 29 OCT: L'ouvrier Halis Öztürk (Eskişehir)
- 30 OCT: L'étudiant de gauche Ahmet Çınar (Eskişehir)
- 31 OCT: L'ouvrier Mustafa Hayat et l'enseignant Tuncay Demirel (Iğdır)
- 1 NOV: Hüseyin Çelik (Hatay), le déserteur Ali Sarı (Mersin), Sadık Öztudak (Antalya), Salahattin Şen, de gauche (Vezirköprü), Mikail Yılmaz, de gauche (İstanbul), Şamil Öztürk, de droite (Yozgat), Yakup İnan, de droite (Fatsa)
- 2 NOV: Vural Elim et un inconnu (Ankara), l'ouvrier Şükrü Olcay (Adana), l'ouvrier Metin Güngör (Tarsus)
- 3 NOV: Le directeur de banque İsmail Noyan (İstanbul), Mustafa Antep (Ankara)
- 4 NOV: L'enseignant Ayhan Erdoğan, İskender Şenol, Hüseyin Özen et Necip Özen (Yozgat), deux inconnus (Siverek), Şaban Yazır (İstanbul)
- 5 NOV: Aziz Gözetmen, de gauche (Viranşehir), le chauffeur Bünyamin Akgül (Bolu), Ali Okan (Ceyhan), l'ouvrier Rasim Arslan (İstanbul), Mustafa Ertufan (Niğde), Mehmet İpek, Hüseyin Bağcı, Eyüp İpek (Urfa), Süleyman Fidan (Osmaniye), Baki Kaya (İstanbul)
- 6 NOV: Le maire Mehmet Kaba (Diyarbakır), İsmail Özmen et quatre inconnus (Siverek), l'ouvrier Halil Sarı (İstanbul), Salih Ünlü (Adana), Kadir Sayar (Uşak), Kamil Lale et Ali İhsan Melvi (Konya)
- 7 NOV: Le commissaire de police Ali Yaşar Günaydin, le dirigeant du MHP Mehmet Hürol (İstanbul), l'ouvrier Halil Şefi (Denizli), Refik Ağırca (Turgutlu), Osman Ertaş (Mardin), l'homme d'affaires de droite Yılmaz Kuşdemir (Uşak), l'étudiant Kadir Pirhasanoğlu (Trabzon), l'étudiant de droite Mustafa Aydın (Giresun), Hüseyin Aydın (Diyarbakır)
- 8 NOV: Le directeur de lycée Nazmi Gürbüz et le syndicaliste Aslan Sivri (İstanbul), le dirigeant du MHP Zeki Kaya (Uşak), les étudiants Veli Karasu et Eşref Şahlar (Adana), le policier Coşkun Türkoğlu (Ankara)
- 9 NOV: Le directeur d'hôtel Reşat Aksoy, l'enseignant M.Nedim Öğretmen, le gendarme Necip Koskintaş (İstanbul), l'ouvrier Arif Uzun (Ankara), Mustafa Gurbat et Berat Yıldız (Siverek), deux étudiants non-identifiés (Adana)
- 10 NOV: Le dirigeant local du MHP Hısnı Özalpandere, Ömer Ermiş, de gauche, İsmail Demirel (İstanbul), Ertaş Aytaç (İzmir), Cemal Öztançelci, de droite (Manisa), le directeur d'usine Ertugrul Camkat (Mardin), l'enseignant de gauche Suphi Paşlıoğlu (Bursa), Bilent Sarpkaya (İskenderun), Ahmet Özarslan (Nevşehir)
- 11 NOV: L'ouvrier Enif Erdem et Sunay Kurtoglu, de 12 ans (Bursa), l'étudiant de gauche Cahit Sezgin (Kars), l'ouvrier de gauche H.K.Durmuş (Giresun)

- 12 NOV: Le boucher Arif Uzüm (Istanbul), l'enseignant Bahattin Topal (Adana)
Malgré le changement de gouvernement le 12 novembre 1979, la violence politique continue sans cesse dans les dix jours suivants, 57 personnes supplémentaires ont été tuées au cours des actes de terreur politique.
- Le 16 novembre, l'ancien président local de l'Association des Enseignants (TÖB-DER) Talip Öztürk, le 19 novembre, İlhan Darendelioglu, auteur et journaliste d'extrême-droite, et le jour suivant, le professeur d'université Ümit Yaşar Doğanay ont été assassinés par des personnes non-identifiées:
- 13 NOV: Le maire Edip Salmaz (Batman), le chef de personnel Mehmet Gümbüştan, Necati Conger, de droite (Istanbul), Mihal Çizmecioglu (Urfa), Sofer oral, Navser Oral et Gülüstan Oral, de 7 ans (Siverek), un inconnu (Diyarbakır)
- 14 NOV: Saif Çelik, Seyit Kerpiç, Bisar Akpırınç, Ramazan Akpırınç (Siverek), l'ingénieur Güven Yılmaz, le patron de buffet, de gauche, Osman Filki, Musa İlhan et un inconnu (Istanbul), le médecin Orhan Özbay (Gaziantep), l'épicier Salihattin Dikencik (Ankara), Seyfettin Günay (Kars), l'étudiant de droite Kadir Feltek (Urfa)
- 15 NOV: Le pharmacien de droite Cihann Duman, le président local du MHP İsmail Aralan, Ramiz Bulut (Istanbul), l'étudiant de droite Nazmi KSK (Samsun), l'étudiant Cengiz Çotinkaya (Sakarya), Hüseyin Çiftçi, Mehmet Yaşabil et un inconnu (Urfa), Seyfettin Günay (Kars), un inconnu (Ankara)
- 16 NOV: L'enseignant de gauche Talip Öztürk, Cemal Vatansver (Istanbul), İsmail Aydın, de droite (Ünye), le gendarme Muammer Günen (Artvin), l'enseignant Abdülkadir Toman (Gaziantep), Zekra Bektaş (Muş), Mustafa Oçal (Malatya)
- 17 NOV: L'ouvrier Nefis Özcan, Ali Kurt et Ahmet Türk (Bursa), l'étudiant Kemal Özdemir (Kayseri)
- 18 NOV: Le pharmacien Hasan Öztürk (Malatya), le syndicaliste İsmail Baştürk (izmit)
- 19 NOV: Yılmaz Hatimoğlu, de gauche (Artvin), l'étudiant Turgut Yamuktı (Adıyaman), le prisonnier Hasan Kazancıoğlu (Edirne), l'étudiant de droite Osman Günaydin (Ankara), le journaliste İlhan Darendelioglu (Istanbul)
- 20 NOV: Le professeur d'université Ümit Yaşar Doğanay (Istanbul), les orfèvres Şerif Atasver et Nazif Atasver, l'employé Vedat Tekin (Ankara), l'employé Sadık Yılmaz (Elazığ), l'ouvrier Hüseyin Duman et Hüseyin Ovaloğlu (Gaziantep)
- 21 NOV: Le président local ancien du MHP Mehmet Başak (Istanbul).
Ainsi, le nombre total des victimes de la violence politique jusqu'au 21 novembre 1979 a atteint 2270. (C-M-H-DN-DG-ML-22/11)

APRES SA DEFAITE ELECTORALE, LE PARTI D'ECEVIT EST EN PLEINE CRISE

ANKARA (ITA) - Les résultats des élections partielles du 14 octobre dernier ont conduit le Parti Républicain du Peuple de l'ancien premier ministre Ecevit à la crise la plus importante de son histoire.

Tout d'abord, les groupes parlementaires du parti ont accusé leur président, Mr. Ecevit, d'avoir établi une administration dictatoriale au sein du parti et de ne pas avoir tenu compte des critiques des parlementaires.

Là-dessus, Ecevit a été obligé de réunir une convention extraordinaire du parti les 4 et 5 novembre et de demander un vote de confiance. Bien qu'il l'ait obtenu avec une marge considérable (1479 pour, 20 contre et 4 abstentions), la course pour le nouveau bureau administratif a été très serrée. 723 délégués ont voté pour la liste proposée par Ecevit, 604 pour la liste de l'opposition.

Après les défections au Parlement, et spécialement après que 7 députés se soient prononcés en faveur du nouveau gouvernement de droite lors du vote de confiance à l'Assemblée Nationale, les observateurs politiques s'attendent à des troubles supplémentaires au sein du parti social-démocrate d'Ecevit.

(C-M-DN-DG-ML-25/11)

Document indispensable sur la Turquie

COLLECTION DES TROIS DERNIERES ANNEES DE BULLETINS INFO-TURK

Vous y trouverez des nouvelles par ordre chronologique et des articles sur tous les sujets sociaux, politiques, économiques et culturels de Turquie depuis novembre 1976 jusqu'à octobre 1979. Le prix de cette collection est de 1000 FB, frais d'expédition inclus. Vous pouvez la commander en versant cette somme à COODIFF - 13/2, Square Wiser 1040 Bruxelles - Belgique

INDEX DE TROIS ANNEES

- NOVEMBRE 1976: Nouvelle session parlementaire ouverte - Ecevit: "Le gouvernement Demirel manque de sérieux" - Demirel et l'anti-communisme - 2427 progressistes sur la "Liste Noire" - Attaques armées de commandos fascistes - Le Président turc s'en prend aussi aux socialistes - Solidarité avec le Peuple Chilien - Le point de vue des capitalistes turcs sur Chypre - La RFA étend son processus de domination sur la Turquie - Relations entre la CEE et la Turquie
- DECEMBRE 1976: Provocations de droite en vue d'obtenir la proclamation de la loi martiale en Turquie avant les élections générales - La "gauche démocratique" turque adhérerait à l'Internationale Socialiste - Le programme du Parti Républicain du Peuple - Les hommes d'affaires japonais, italiens et français entrent en scène - Les holdings turcs entrent dans une compétition impitoyable - Le capital de la compagnie Renault turque augmente - Plus de 2/3 des Turcs en âge de travailler ne bénéficient pas de sécurité sociale - La colonisation du nord de Chypre menace aussi les Cypriotes turcs - Course aux armement entre la Turquie et la Grèce - Les gouvernements turcs sont responsables de la gravité du sinistre de soisme - Expulsion des artistes chiliens et des journalistes allemands
- JANVIER 1977: 1977: Un tournant pour la Turquie - Un aperçu historique sur la vie politique de la Turquie - Hommage à Nazim Hikmet en Belgique - Livres mis à l'index en Turquie - Diminution des recettes de devises étrangères provenant de la main d'oeuvre turque travaillant à l'étranger - L'opposition socialiste critique la politique extérieure de la Turquie
- FEVRIER 1977: Un an après les accords d'Helsinki: Un record d'assassinats politiques dans l'histoire de la République de Turquie - Trois organisations démocratiques importantes interdites - Editeur et traducteur condamnés à l'emprisonnement - Toutes les formations démocratiques appellent à l'unité d'action contre le gouvernement Demirel - La fonction de Général Sancak, chef militaire de la Turquie est prolongée - Priorité absolue pour le gouvernement Demirel: L'armement - Les capitalistes turcs défendent le régime de la livre entreprise - Coopération entre la Police d'Allemagne fédérale et celle de Turquie - 2 milliards cent million de livres turques en capital étranger importé en 22 ans
- MARS 1977: Elections anticipées et escalade de la terreur par les "Loups Gris" - Ecevit rejète la coopération des partis de gauche contre le fascisme - Premier Grand Congrès du Parti Ouvrier de Turquie - Pression intensifiée contre le mouvement syndicaliste - La Radio-TV turque transformée en machine de propagande du Front de Droite - Raids contre les journaux et les journalistes par le "Loups gris" - Un professeur jugé et menacé de 7 ans 6 mois d'emprisonnement - Pressions sur l'université technique du Moyen-Orient - Des juristes boycottent des procès pour protester contre l'attitude du gouvernement - Le Président de la Commission Lockheed accuse le gouvernement et le Chef de l'Armée - Déficit du commerce extérieur de Turquie accru
- APRIL 1977: Le Parti Ouvrier de Turquie participe aux élections anticipées - Vague de terreur fasciste continue en Turquie - Interdiction à 100.000 citoyens turcs

de voyager à l'étranger - Quatre journalistes turcs jugés par un tribunal militaire - "Que Faire?" confisqué en Turquie - Les Loups Gris commencent à s'organiser à Chypre - Le taux de criminalité s'accroît en Turquie - Deux banques étrangères ouvriraient des filiales en Turquie - Les Résolutions adoptées par le 1er Congrès du Parti Ouvrier de Turquie

MAI 1977: Les événements sanglants du 1er Mai et les élections du 5 juin - Partis politiques en lice aux élections législatives (Une analyse détaillée sur les formations, opinions, dirigeants, programmes, symboles et positions actuelles de ces partis politiques)

JUIN 1977: Le système électoral anti-démocratique - La terreur fasciste empêche le peuple de manifester sa volonté - Des journalistes jugés par des tribunaux militaires - La grande bourgeoisie veut un gouvernement fort - Course entre le Parti de la Justice et le Parti Républicain du Peuple pour gagner la confiance de la bourgeoisie - Les travailleurs turcs en Belgique mènent la campagne contre la répression en Turquie

JUILLET/AOÛT 1977: Malgré la montée des votes de gauche, encore quatre ans de gouvernements de coalition en Turquie - Une tentative de coup d'état militaire écartée - Les assassinats politiques continuent après les élections générales - Vers une Turquie "coûteuse" - 30.000 métallos en grève en Turquie - Un navire école chilien forcé de quitter un port turc - Pressions sur l'Agence Info-Türk

SEPTEMBRE 1977: La Turquie est de nouveau sous la répression du "Front Nationaliste" - L'opposition social-démocrate dans l'impasse - La structure sociale de l'Assemblée nationale turque - Aggravation des problèmes économiques, financiers et sociaux - Résistance populaire contre le "Front Nationaliste"

OCTOBRE 1977: La torture: Pratique quotidienne du Front Nationaliste en Turquie - Nouvelles mesures répressives en préparation en Turquie - La chasse aux livres a repris en Turquie - Un éditeur condamné à 7 ans 6 mois de prison - La censure des films est aggravée - Interdiction au chef des enseignants turcs de voyager à l'étranger - Le directeur général de la Radio-TV est destitué - Le parti néo-fasciste menace même ses propres partenaires de droite - Hausse des prix et dévaluation frappent les revenus modestes - Le gouvernement turc cache au public l'épidémie de choléra - Nouvelles manœuvres des USA à l'égard de la Turquie - Le chef de la communauté turque à Chypre poursuit ses provocations

2ème ANNEE

NOVEMBRE 1977: Un nouveau test pour le "Front Nationaliste": Les élections locales du 11 décembre - Le Parti Ouvrier de Turquie a célébré le 60ème anniversaire de la Révolution 1917 - Des membres du Parti Ouvrier de Turquie torturés - Journalistes arrêtés et condamnés en Turquie - Résistance des travailleurs du cinéma contre la censure des films - Maintenant la violence frappe les professeurs d'université - Des condamnations à mort demandées pour des jeunes - Rapport préconisant que la Turquie change ses liens avec la CEE - Conférence internationale de solidarité avec Chypre

DECEMBRE 1977: Les élections locales mènent à un changement de gouvernement en Turquie - Les résultats comparés des élections locales de 1973 et 1977 - Campagne électorale sanglante - Une personne, victime de tortures, présentée à l'Assemblée Nationale - Un éditeur de plus arrêté - Controverse au sujet de l'industrie de guerre - Les réserves de devises de Turquie sont au niveau le plus bas - Cassettes de poèmes dits par Nazim Hikmet

JANVIER 1978: L'ère de la démocratie sociale débute en Turquie - Congrès de la Confédération des Syndicats Progressistes (DISK) et le bref historique du mouvement syndicaliste en Turquie - Un professeur condamné à 5 ans de prison - Cours de Coran maintenant les enfants turcs dans l'ignorance - Deux journalistes turcs, éditeurs de l'Info-Türk, arrêtés en Allemagne

FÉVRIER 1978: Controverse au sujet de l'organisation "Contre-guérilla" - Les assassinats politiques se poursuivent au même rythme - Les procès et emprisonnements d'intellectuels continuent - Fin de la plus grande grève ouvrière en Turquie - Principes de la politique étrangère pro-occidentale du nouveau gouvernement - Le gouvernement d'Ecevit soutenu par les socio-démocrates européens - La Turquie oscille entre le monde islamique et la CEE

MARCHE 1978: Le gouvernement d'Ecevit céda au FMI et dévalua le lire turque - Mécontentement d'Ecevit quant à l'attitude des USA - Les socio-démocrates européens manifestent leur solidarité avec Ecevit - Les dirigeants et les intellectuels socialistes continuent à être persécutés - Les "Loups Gris" ont commencé des massacres sanglants; Les travailleurs protestent contre l'escalade de la terreur fasciste, certains de travailleurs sont détenus pour cette protestation - Le Parti Ouvrier de Turquie organise une campagne anti-OTAN

AVRIL 1978: Les "Loups Gris" provoquent guerre civile en Turquie - Réactions de la police contre la campagne anti-OTAN: Arrestations massives - DISK célébrera le 1er Mai dans le square où 34 ouvriers furent massacrés - La politique de la DISK définie par la nouvelle administration - Remarques du leader socialiste Boran sur le problème de Chypre - "Politique nouvelle en vue de revitaliser les liens avec l'étranger" - Contacts au haut niveau pour de nouvelles affaires entre l'URSS et la Turquie - Déclaration d'Istanbul contre la peine de mort - Travaux en vue de créer une nouvelle conception de la défense nationale

MAI 1978: Malgré le maintien de l'embargo des Etats-Unis, Ecevit ne pense pas quitter l'OTAN - Le 1er Mai célébré sans aucun incident - Une jeune gauchiste condamné à mort - Menace de durcissement des articles fascistes du Code Penal ture - Des tribunaux spéciaux seront-ils établis? - 30 prisonniers de la période de répression militaire toujours en prison - L'Association des Policiers Progressistes sera interdite - Malgré des preuves, l'organisation des "Loups Gris" subsiste - Le parti néo-fasciste a déclenché une campagne menaçante en Europe - La jeunesse socialiste de Turquie fonde l'Association des Jeunes Avant-Gardes

JUIN 1978: L'objectif à long terme d'Ecevit: "Une Turquie européenne dans le cadre de l'OTAN - Relations Turquie - CEE - Du sommet anti-soviétique à Moscou - Ecevit offre plus de facilités aux entreprises privées - Le holding financier des officiers de l'Armée devient un mammoth - Tentative d'assassinat sur un procureur militaire - Les tribunaux militaires ne peuvent juger les civils - Nouvelles meures de la DISK contre une fraction - C'est maintenant les hopitaux qui deviennent les cibles des bombes - Interdiction de l'accès de l'éditeur de l'Agence Info-Türk aux territoires de l'Allemagne fédérale a été levée

JUILLET/AOUT 1978: Rôle sinistre de l'organisation "Contre-guérilla" et le Holding financier sui-générés de l'Armée turque - La terreur politique touche tous les secteurs en Turquie - La DISK et la CGT d'accord pour s'affilier à la CES - Quelques mots à propos de la musique populaire turque

SEPTEMBRE 1978: Répétition générale d'un génocide dans l'Est de la Turquie - Massacre des combattants kurdes dans la même région - Le gouvernement prévoit une croissance de 8% PNB, mais cela semble impossible - Les relations avec la CEE augmente le déficit commercial - Immigrés tures et marocains: "Ennemis publics No.1" - Controverse sur le film "Midnight Express" - Les commandos fascistes ont attaqué le siège du Parti Ouvrier de Turquie - Les dirigeants d'un parti politique devant la cour criminelle - Nouvelle tactique de violence politique: "Trapper et s'enfuir"

OCTOBRE 1978: Assassinat de 7 membres du Parti Ouvrier de Turquie - La domination des USA sur la Turquie est renforcée - Nouvelle tentative de supprimer du Code Penal ture les articles fascistes - Le Gouvernement d'Ecevit ne satisfait ni les travailleurs ni les capitalistes - Le Gouvernement demande une aide de 8,1 milliards de dollars à la CEE

3ème ANNEE

NOVEMBRE 1978: Controverse au sujet des mesures "anti-terroriste" - La DISK appelle les forces démocratiques à participer à la lutte anti-fasciste - Provocations du parti néo-fasciste en Turquie et en Allemagne - Procès et condamnations d'intellectuels en Turquie - Nouvelles attaques contre les locaux du Parti Ouvrier de Turquie - Le Parti Républicain du Peuple dans l'Internationale Socialiste - Le Gouvernement ture se rapproche des USA et de l'OTAN - Huit banques étrangères vont ouvrir des filiales en Turquie

DECEMBRE 1978: Année de l'accélération de l'escalade fasciste en Turquie - Rapport de l'OCDE: "Des jours pénibles attendent la Turquie" - Le FMI demande une nouvelle dévaluation pour la Turquie - La Turquie accorde plus de facilités au capital étranger - Nouveaux accords commerciaux et culturels turco-Soviétiques - La DISK suspend l'affiliation de quatre syndicats

JANVIER 1979: Etat de siège en Turquie - Massacre de Kahramanmaraş - Les Loups Gris changent de tactique - Malgré l'état de siège, la violence politique continue - Ecevit met ses espoirs dans une aide occidentale - La classe ouvrière contre la loi martiale en Turquie - Trafic de main d'œuvre entre la Turquie et la Belgique

FÉVRIER 1979: L'état de siège ne prend pour cible que la gauche - L'article 142 devant la Cour de la Constitution - Elections partielles pour le Sénat et changements dans la loi électorale - Second Grand Congrès du Parti Ouvrier de Turquie - Le 12ème anniversaire de la fondation de la DISK célébré

MARS 1979: La crise règne toujours en Turquie - Les mesures d'austerité économique imposées - Les Résolutions du Parti Ouvrier de Turquie - Quelques terroristes arrêtés... mais qu'en est-il de leurs instigateurs? Neuf leaders syndicaux condamnés - Part des investissements étrangers - Ecevit également déçu quant à l'aide urgente à la Turquie - Le point de vue soviétique sur les relations entre la Turquie et l'Occident

AVRIL 1979: Le gouvernement social-démocrate d'Ecevit évolué à droite - Cédant au FMI, le gouvernement turc a dévalué la lire turque - Comme récompense pour ses concessions, le gouvernement attend une aide étrangère - Vers une présence plus importante des USA en Turquie - 20 fonctionnaires de la CIA dans le service national turc de renseignement - La terreur fasciste frappe les dirigeants des partis socialistes - Décisions contradictoires pour les articles fascistes 141 et 142 - 17 éditeurs condamnés à des peines de prison - La DISK décide de célébrer le 1er Mai sur la Place du 1er Mai - La DISK envisage d'adhérer à la Confédération Européenne des Syndicats

MAI 1979: Arrestation massive de dirigeants ouvriers le 1er mai en Turquie - Le taux mensuel d'assassinats politiques a atteint 149 en Turquie - Activités terroristes des fascistes turcs (Loups Gris) en Belgique

JUIN 1979: "Le gouvernement poignardé dans le dos" par la Droite - Nouvelles concessions aux forces impérialistes - Les USA désirent survoler la Turquie en avions U-2 - La loi martiale est à nouveau prolongée - Nouvelles arrestations lors de l'anniversaire de la résistance 15/16 juin - Les salaires sont tombés sous le niveau de 1971 - Ecevit dû faire face à une forte opposition dans son propre parti

JUILLET/AOÛT 1979: Le parti néo-fasciste doit être interdit - Manœuvres visant à sauver le parti néo-fasciste - Les élections partielles auront lieu sous la loi martiale - L'aide de l'Occident à la Turquie: Cercle vicieux - Aide militaire des USA et survol de la Turquie par des U-2 - Arrestation du secrétaire général de la DISK -

SEPTEMBRE 1979: Un test crucial pour le gouvernement social-démocrate: Elections partielles le 14 octobre - Correspondance secrète entre les leaders fascistes turc et allemand - Négociations collectives et grèves en Turquie - La Banque Mondiale oblige le gouvernement turc à des mesures d'austérité - Pourparlers sur la convention de défense US-TURQUIE - Déficit du commerce extérieur dans sept mois: 1.350 million de dollars - Pressions sur les organisations démocratiques et la vie culturelle - Président du Parti Ouvrier de Turquie Boran à Moscou - Représentations de l'OIP à Ankara - Commandos fascistes turcs attaquent des jeunes à Chypre - Déclaration commune des syndicats turc et Cypriste grec - 12.490 travailleurs turcs émigrent en 1979

OCTOBRE 1979: Les élections débouchent sur la défaite des sociaux-démocrates - Sept terroristes politiques condamnés à mort - Une délégation de la CGT a visité la Turquie - Un appel en faveur de la libération du sociologue Beşikçi - Le tournage du scénario de "Memod, le Minco" interdit - Des associations de la presse protestent contre les pressions - Arrestation massive d'enseignants progressistes - Les articles 141 et 142 du Code Pénal devant la Cour de la Constitution - Arafat dit à Ecevit: "Quittez Chypre!" - Terreur contre les missions turques à l'étranger - Conditions déplorables des mineurs turcs en Belgique - Un mineur turc sous la menace d'expulsion avec ses neuf enfants